

Cote du document: EB 2012/107/R.25
Point de l'ordre du jour: 9 e) ii)
Date: 20 novembre 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République turque pour le

Projet de remise en état du bassin versant du fleuve Murat

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Abdelhamid Abdouli
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2248
courriel: a.abdouli@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent septième session
Rome, 12-13 décembre 2012

Pour: **Approbation**

Table des matières

| | |
|--|------------|
| Sigles et acronymes | ii |
| Carte de la zone du projet | iii |
| Résumé du financement | iv |
| Recommandation d'approbation | 1 |
| I. Contexte stratégique et justification | 1 |
| A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural | 1 |
| B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats | 1 |
| II. Description du projet | 2 |
| A. Zone d'intervention et groupe cible | 2 |
| B. Objectif de développement du projet | 2 |
| C. Composantes/résultats | 2 |
| III. Exécution du projet | 3 |
| A. Approche | 3 |
| B. Cadre organisationnel | 3 |
| C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs | 3 |
| D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance | 4 |
| E. Supervision | 4 |
| IV. Coût, financement et avantages du projet | 5 |
| A. Coût du projet | 5 |
| B. Financement du projet | 5 |
| C. Résumé des avantages et analyse économique | 5 |
| D. Durabilité | 6 |
| E. Identification et atténuation des risques | 6 |
| V. Considérations d'ordre institutionnel | 6 |
| A. Respect des politiques du FIDA | 6 |
| B. Alignement et harmonisation | 7 |
| C. Innovations et reproduction à plus grande échelle | 7 |
| D. Participation à l'élaboration des politiques | 7 |
| VI. Instruments et pouvoirs juridiques | 7 |
| VII. Recommandation | 8 |
| | |
| Annexe | |
| Accord de financement négocié | 9 |
| | |
| Appendice | |
| Logical framework (Cadre logique) | |

Sigles et acronymes

| | |
|-------|--|
| DGF | Direction générale des forêts |
| MEF | Ministère des eaux et des forêts |
| MRWRP | Projet de remise en état du bassin versant du fleuve Murat |
| PTBA | Plan de travail et budget annuel |

Turkey

Murat River Watershed Rehabilitation Project

President's report



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte de la zone du projet

République turque

Projet de remise en état du bassin versant du fleuve Murat

Résumé du financement

| | |
|--|---|
| Institution initiatrice: | FIDA |
| Emprunteur/bénéficiaire: | République turque |
| Organisme d'exécution: | Direction générale des forêts Ministère des eaux et des forêts |
| Coût total du projet: | 38,51 millions d'USD |
| Montant du prêt du FIDA: | 17,95 millions de DTS (équivalant approximativement à 27,66 millions d'USD) |
| Montant du don du FIDA: | 0,28 million de DTS (équivalant approximativement à 0,43 million d'USD) |
| Conditions du prêt du FIDA: | 18 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle |
| Cofinanceurs: | Contribution nationale (provisoire) Gouvernement Villageois des communautés participantes |
| Montant du cofinancement: | Contribution nationale (provisoire): 7,45 millions d'USD Villageois des communautés participantes: 2,97 millions d'USD |
| Conditions du cofinancement: | S.O. |
| Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire: | 7,45 millions d'USD |
| Contribution des bénéficiaires: | 2,97 millions d'USD |
| Institution chargée de la préévaluation: | FIDA |
| Institution coopérante: | Supervision directe par le FIDA |

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République turque pour le Projet de remise en état du bassin versant du fleuve Murat, telle qu'elle figure au paragraphe 32.

Proposition de prêt et don à la République turque pour le Projet de remise en état du bassin versant du fleuve Murat

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Malgré la vigoureuse croissance de l'économie, les disparités régionales des revenus sont encore très sensibles en Turquie, et les régions montagneuses de l'Est demeurent toujours à la traîne. La stratégie nationale de développement adoptée par le gouvernement repose sur la croissance économique, le développement des ressources humaines et des infrastructures. Elle demeure fortement engagée en faveur du développement régional par le biais d'une stratégie cohérente de réduction de la pauvreté mettant l'accent sur le développement rural dans un cadre écologiquement durable. Environ 7 millions de personnes (10% de la population) vivent dans 21 000 villages forestiers, dont certains situés sur les hautes terres orientales. Le revenu par habitant, dans ces régions, était d'à peine 7% de la moyenne nationale en 2004, et l'écart continue de se creuser.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

2. Les ménages des villages des hautes terres pratiquent une agriculture mixte, basée principalement sur l'élevage, avec un peu d'horticulture, mais leur production suffit rarement même à la consommation du ménage. Pour pouvoir continuer à vivre dans les villages, la majorité dépend des revenus supplémentaires que leur procure l'aide sociale de l'État et/ou de la famille élargie; la migration est l'unique autre solution. Le Projet de remise en état du bassin versant du fleuve Murat (MRWRP) vise à soutenir les efforts déployés par le gouvernement pour empêcher toute nouvelle dégradation des bassins versants des hautes terres et pour améliorer la base de ressources naturelles. L'intervention du FIDA repose sur une hypothèse centrale de développement dans laquelle il s'agit de briser le cercle vicieux de la dégradation des ressources naturelles et de la pauvreté. Le projet considère cette dégradation comme un problème multisectoriel exigeant des solutions locales spécifiques. Il apportera son appui à un développement des bassins versants ayant pour composantes des investissements forestiers, la conservation du sol et de l'eau et la production végétale et animale dans une perspective de renforcement mutuel et de complémentarité.
3. La conception du projet est alignée sur les objectifs énoncés dans le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) de 2006 et dans son additif de 2011-2012, et en particulier l'affirmation catégorique selon laquelle la gestion durable des ressources naturelles est une condition indispensable à la réduction de la pauvreté rurale. Le projet est également aligné, de manière plus spécifique, sur les politiques gouvernementales. Le Plan national de développement rural (2010-2013) définit les objectifs stratégiques suivants: "Protection et amélioration du milieu rural par l'adoption de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, protection et utilisation durable des ressources forestières, et gestion et amélioration des zones protégées".

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

4. Les petits exploitants pauvres, hommes et femmes, habitant des villages des hautes terres dans un certain nombre de microbassins versants choisis dans les provinces d'Elaziğ, Bingöl et Muş constitueront le principal groupe cible du MRWRP. Ces groupes représentent, selon les estimations, 80 000 bénéficiaires potentiels directs très pauvres (12 500 ménages). Le projet a aussi, comme bénéficiaire secondaire, l'ensemble de la population vivant en aval des microbassins versants appuyés par le projet.

B. Objectif de développement du projet

5. Le projet proposé vise à soutenir les efforts menés par le gouvernement pour empêcher toute nouvelle dégradation des bassins versants des hautes terres et pour améliorer la base de ressources naturelles afin d'accroître les revenus et les moyens de subsistance dans les villages des hautes terres. Le projet mettra un accent particulier sur la participation des villageois aux processus de décision et d'exécution en rapport avec la remise en état des ressources naturelles existantes, tout en facilitant l'apparition, au sein des communautés montagnardes, d'un fort sentiment d'appropriation, qui garantira de ce fait la durabilité des investissements.

C. Composantes/résultats

6. Le projet comprend trois composantes: i) gestion des ressources naturelles et de l'environnement (consultations, autonomisation et planification); ii) investissements dans les ressources naturelles et les actifs environnementaux (terre, eau et végétation); et iii) investissements dans l'amélioration des moyens de subsistance, permettant aux communautés des hautes terres de maintenir les améliorations des ressources naturelles et d'en bénéficier.
7. La composante gestion des ressources naturelles et de l'environnement doit avoir pour résultat de forger une communauté sensibilisée à l'environnement et capable de planifier et de gérer l'utilisation des ressources naturelles. La composante vise principalement à aider les efforts déployés par les institutions publiques pour que la planification et la gestion soient davantage axées sur les personnes, et pour intégrer l'appropriation et la durabilité dans l'ambitieux programme d'investissements dans les parties supérieures des bassins versants de la Turquie orientale. L'élément central du projet consiste en la génération, la négociation, la préparation et l'exécution d'environ 25 plans de microbassins versants viables et reproductibles. Le projet cherchera à promouvoir des modalités de cogestion participative au titre desquelles les stratégies de subsistance des communautés villageoises sont alignées sur l'utilisation durable et l'amélioration des ressources naturelles publiques/partagées. Des équipes sous contrat chargées de la planification des microbassins versants aideront les villageois à prendre, en connaissance de cause, une décision quant à leur engagement à travailler avec l'organisme d'exécution pour remettre en état leurs ressources naturelles dégradées (à court terme) et pour les gérer de manière durable (à moyen et long terme). La planification participative se traduira par l'établissement de plans villageois concernant à la fois la gestion des ressources naturelles et les initiatives d'amélioration des moyens de subsistance.
8. Les résultats attendus de la composante investissements dans les ressources naturelles et les actifs environnementaux sont la réduction de l'érosion, l'amélioration de la couverture végétale et un débit hydrique régulier. Les investissements consentis au titre de cette composante concerneront: i) la conservation du sol, y compris par des barrages régulateurs; ii) la remise en état des forêts dégradées; iii) le développement de pépinières publiques; iv) la remise en état et la gestion durable des pâturages et des terrains de parcours dégradés; et v) des structures où le bétail pourra s'abreuver, suivant les plans établis pour les microbassins versants.

9. La composante investissements dans l'amélioration des moyens de subsistance doit avoir pour résultat une amélioration des conditions de vie par le biais de l'appui à des activités de culture et d'élevage à petite échelle sur des terres privées. Le projet offrira des possibilités, sur la base d'un partage des coûts, d'accroître les revenus des communautés des microbassins versants, en renforçant l'adoption d'activités de remise en état. Les investissements pourront porter sur divers types d'activités:
 - i) amélioration de la production de céréales; ii) production de fourrage;
 - iii) construction d'étables améliorées; iv) création de vergers; v) amélioration de la production de légumes; vi) irrigation à petite échelle; vii) production sous contrat de jeunes plants; et viii) promotion de technologies d'économie d'énergie. Les investissements réalisés au titre de cette composante prendront en considération les conditions agroécologiques et socioéconomiques propres à chaque village.
10. La plupart des activités concernent également les hommes et les femmes, et les ménages en retireront collectivement des avantages. Toutefois, compte tenu de la répartition traditionnelle des rôles entre les hommes et les femmes dans les villages, certaines activités cibleront principalement les femmes (économies d'énergie, horticulture) et d'autres les hommes (élevage, lutte contre l'érosion, travaux publics loin du foyer). Le processus de planification prendra en compte ces différences sexospécifiques afin de veiller à ce que les activités aient un effet positif sur les femmes, et le suivi et les enquêtes sociales seront particulièrement attentifs aux changements dans la charge de travail des femmes et aux avantages qu'elles retirent du projet.

III. Exécution du projet

A. Approche

11. La participation et la prise en charge communautaires sont facilitées par l'approche du projet, induite par la demande et prenant pour point de départ les souhaits et les besoins exprimés par les personnes vivant dans les microbassins versants ciblés. Les activités à mener dans chacun des villages seront choisies de manière souple; elles répondront aux besoins exprimés par les communautés et tiendront également compte de la faisabilité matérielle et économique de ces activités. Les activités visant à améliorer l'économie et les moyens de subsistance des communautés villageoises seront étroitement liées à la remise en état et à l'entretien des ressources naturelles, et elles en seront dépendantes.

B. Cadre organisationnel

12. Au sein du Ministère des eaux et des forêts (MEF), récemment restructuré, la Direction générale des forêts (DGF) sera responsable de l'exécution au niveau central à Ankara, au niveau régional à Elazığ, et au niveau provincial. Des unités opérationnelles chargées d'appuyer l'exécution sur le terrain seront mises en place au sein de la DGF, à Ankara et à Elazığ. Des équipes de planification et de facilitation seront recrutées dans le secteur privé. Un comité de pilotage, créé à l'échelon central, sera chargé des orientations et de la supervision générales, et notamment de l'approbation du plan d'exécution du projet et du plan de travail et budget annuel (PTBA).

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

13. Les exercices de planification, qui seront menés par les équipes de planification des microbassins versants, s'appuieront sur une approche hautement participative qui facilitera une égale participation de tous les groupes des villages, y compris les femmes, les jeunes et la plupart des villageois démunis. Les plans relatifs aux microbassins versants ainsi établis définiront le programme optimal d'investissement dans la remise en état des ressources naturelles (sol, végétation, pâturages et ressources hydrauliques), la petite agriculture et les économies d'énergie.

14. Le système de suivi-évaluation (S&E) porte à la fois sur la performance et sur l'impact. Toutes les données de S&E seront ventilées par sexe et par province. Les indicateurs du cadre logique, combinés à un certain nombre d'indicateurs extraits des plans des microbassins versants, constitueront la base du système de suivi. Le personnel de la DGF, qui dispose des capacités nécessaires à cet effet, réalisera l'évaluation de l'impact de différentes techniques et approches. Cette démarche permettra la collecte et le partage de savoirs au sein de la DGF ainsi qu'à un niveau plus général, national et international. Pour le MEF, les principaux enseignements seront obtenus grâce à la mise en place d'un système de travail avec les communautés des hautes terres pour la cogestion des ressources. Les processus de planification et de gestion des microbassins versants feront l'objet d'une documentation qui sera utilisée pour la reproduction dans d'autres régions. Des ateliers annuels de planification offriront une enceinte pour la présentation des enseignements tirés et la détermination des domaines prometteurs en matière de génération des savoirs.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

15. Le Département de la planification et de la budgétisation stratégiques (DPBS) de la DGF sera chargé de la gestion financière du projet. Le PTBA sera soumis à l'examen préalable du FIDA, qui devra émettre un avis de non-objection avant son inclusion dans le budget gouvernemental. Le gouvernement ouvrira auprès de la banque centrale deux comptes en dollars des États-Unis (USD) destinés à recevoir les avances sur les ressources provenant du prêt/don du FIDA. Le DPBS sera habilité à effectuer des opérations sur ce compte. Il acheminera les fonds par l'intermédiaire du compte d'entreprise de la DGF sur la base du PTBA approuvé, et assurera le suivi des fonds par le biais de codes spécialement assignés. Pour ce qui concerne la passation des marchés, les procédures nationales à suivre sont celles stipulées dans la loi sur la passation des marchés publics, à condition qu'elles soient compatibles avec les directives du FIDA en la matière. Pour la passation des marchés concernant l'assistance technique et les services de spécialistes, ce sont les directives du FIDA qui seront appliquées. Pour chacun des contrats à financer sur les ressources mises à disposition par le FIDA, les types de méthodes de passation des marchés, la nécessité d'une sélection préalable ou d'une qualification a posteriori des soumissionnaires, l'estimation du coût, l'examen préalable des besoins et le calendrier seront agréés par l'emprunteur et le FIDA dans le cadre du plan annuel de passation des marchés.
16. En termes de gouvernance, toutes les transactions financières et matérielles du projet relèveront du solide cadre de gouvernance en vigueur en Turquie et seront conformes aux rigoureuses exigences du FIDA en matière de transparence et de rectitude. Plusieurs mesures de bonne gouvernance sont intégrées au projet, et il faudra notamment: i) prendre toutes les dispositions nécessaires pour créer et entretenir un contexte libre de toute corruption pour les activités conduites au titre du projet; ii) instaurer, maintenir et garantir le respect des procédures et contrôles internes pour les activités conduites au titre du projet, conformément aux normes internationales concernant les meilleures pratiques; et iii) assurer la conformité avec la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations.

E. Supervision

17. Le MRWRP sera directement supervisé par le FIDA. La supervision et l'appui à l'exécution seront basés sur les modalités et les pratiques opérationnelles du FIDA, et incluront l'administration du prêt/don et un appui à l'exécution du projet.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

18. On estime à 38,51 millions d'USD le montant total de l'investissement et des coûts marginaux récurrents du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution et les provisions pour aléas financiers. Les dépenses d'investissement représentent 96,3% des dépenses totales de référence prévues, tandis que les dépenses récurrentes s'élèvent à 3,7% du total.

B. Financement du projet

19. Sur la base des prévisions actuelles, le prêt de 27,66 millions d'USD et le don de 0,43 million d'USD accordés par le FIDA financeront 73% du coût total du projet, cependant que la contribution du gouvernement s'élèvera à 7,45 millions d'USD (19,3% du total). Les principaux bénéficiaires (les paysans participants dans la zone du projet) apporteront environ 2,97 millions d'USD (7,7%).

20. En exception à la section 5.01 d) des Conditions générales applicables au financement du développement agricole et compte tenu des dispositions des articles 32 c) et 32 f) des Principes et critères en matière de prêts, l'emprunteur a demandé que la durée du différé d'amortissement soit portée de trois à cinq ans. Durant cette extension du différé d'amortissement de deux ans, les intérêts continueraient de courir et seraient inclus dans la valeur actuelle nette qui sera maintenue, conformément à l'article 32 g) des Principes et critères en matière de prêts. De plus, l'extension du différé d'amortissement n'aurait qu'une incidence minime sur la soutenabilité de la dette du pays et la capacité de celui-ci à assurer le service de la dette.

Plan de financement par composante (en milliers de dollars des États-Unis)

| | FIDA | | Don du FIDA | | Budget du gouvernement | | Gouvernement: taxes | | Bénéficiaires | | Total | |
|--|----------|------|-------------|-----|------------------------|-----|---------------------|------|---------------|------|----------|-------|
| | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % |
| 1. Gestion des ressources naturelles et de l'environnement | 2 394,8 | 75,4 | 315,0 | 9,9 | - | - | 466,4 | 14,7 | - | - | 3 176,2 | 8,2 |
| 2. Investissements dans les ressources naturelles et les actifs environnementaux | 11 568,3 | 74,8 | - | - | 1 153,0 | 7,4 | 2 721,7 | 17,4 | 63,2 | 0,4 | 15 506,3 | 40,5 |
| 3. Investissements dans l'amélioration des moyens de subsistance | 12 617,1 | 68,2 | - | - | 126,0 | 0,7 | 2 854,3 | 15,4 | 2 905,5 | 15,7 | 18 502,9 | 47,9 |
| 4. Unité chargée des opérations | 1 081,0 | 81,4 | 115,0 | 8,7 | 126,0 | 9,5 | 5,6 | 0,4 | - | - | 1 327,6 | 3,4 |
| | 27 661,2 | 71,9 | 430,0 | 1,1 | 1 405,0 | 3,6 | 6 048,1 | 15,7 | 2 968,7 | 7,7 | 38 512,9 | 100,0 |

C. Résumé des avantages et analyse économique

21. Le projet devrait générer des avantages marginaux nets substantiels, obtenus principalement à partir de deux types d'investissements: i) la remise en état des ressources naturelles et mesures de lutte contre l'érosion; et ii) le financement d'activités générant des revenus et/ou réduisant les dépenses. Les avantages résultant de la remise en état des ressources naturelles et des mesures de lutte contre l'érosion découleront essentiellement de la réduction de l'érosion, mesurée en termes de réduction des pertes de sol, de la réduction des dommages provoqués par les inondations et les glissements de terrain, ainsi que de l'avantage supplémentaire lié aux emplois à court terme fournis chaque année par l'embauche d'habitants des villages pour les travaux de conservation des sols. Les avantages procurés par les investissements consacrés à l'amélioration des moyens de subsistance découlent des activités générant des revenus et/ou réduisant les dépenses, sous la forme de production agricole et d'élevage, ainsi que de la réduction des dépenses des ménages. Cette diminution sera principalement réalisée par le biais des investissements dans les ressources en énergies de substitution, et notamment les

chauffe-eau solaires, les cuisinières à haut rendement énergétique et l'isolation thermique de l'habitat. Le taux global de rentabilité économique (TRE) est estimé à 8% sur 20 ans. L'analyse de sensibilité montre que ce taux de base est légèrement plus sensible aux écarts par rapport aux avantages attendus qu'à des augmentations des coûts de même ampleur. L'analyse économique retient comme hypothèse un scénario de production constante dans une situation "sans le projet". Des simulations incluant un scénario de diminution de la production font apparaître un TRE supérieur à 12%.

D. Durabilité

22. Le Gouvernement turc est capable de concevoir et d'exécuter efficacement des travaux de remédiation des bassins versants sévèrement dégradés des hautes terres de la région orientale du pays, et d'améliorer ainsi les moyens de subsistance des communautés pauvres qui y vivent, par le biais d'un débit hydrique plus stable et d'une productivité accrue du sol et de la végétation. Le MRWRP s'insère dans les structures publiques existantes, dont le bon fonctionnement assurera la durabilité du projet. Des approches participatives approfondies et des incitations en termes d'investissements au titre de la composante moyens de subsistance sont intégrées à la conception du projet pour garantir un changement volontaire et progressif du comportement des communautés en matière de gestion des ressources naturelles partagées, brisant ainsi le cercle vicieux de la pauvreté et de la dégradation des ressources naturelles.

E. Identification et atténuation des risques

23. Les principaux risques que pourrait rencontrer le MRWRP sont notamment: une stagnation macroéconomique et un déclin après plusieurs années de forte croissance; des événements extrêmes et des catastrophes naturelles; une réduction d'échelle de l'ambitieux programme national de remise en état des terres; et un désengagement du gouvernement des politiques en faveur des pauvres et axées sur la réduction des disparités régionales des revenus. Les perspectives de poursuite de la croissance économique demeurent bonnes, malgré l'état critique de la situation financière mondiale. Dans le contexte de l'adhésion à l'Union européenne, la Turquie poursuit l'adoption de mesures par lesquelles elle répondra aux normes techniques et administratives requises pour les échanges et elle respectera les rigoureux protocoles de protection de l'environnement. On s'attend aussi à ce que les politiques progressistes existantes en matière de gestion des forêts et des ressources naturelles continuent à être améliorées et appliquées. La Turquie est résolue à faire face au problème de l'état de dégradation des terres forestières dans les zones montagneuses orientales et des poches inhérentes de pauvreté relativement extrême. Les progrès et les réformes sociopolitiques des dernières années semblent solides. Les catastrophes naturelles, et notamment les tremblements de terre, sont bien connues en Turquie orientale et ont un impact négatif sur les populations et les infrastructures, mais l'état de préparation du pays est conforté par l'expérience, et la Turquie est en mesure d'en minimiser l'impact.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

24. La conception du MRWRP est alignée sur toutes les stratégies et politiques pertinentes du FIDA, et notamment: le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015; la Politique du FIDA en matière de ciblage; le Plan d'action 2003-2006: intégrer une démarche soucieuse de l'égalité entre les sexes dans les opérations du FIDA; l'engagement du FIDA auprès des pays à revenu intermédiaire; la Stratégie du FIDA concernant le changement climatique; la Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement du FIDA; la Politique du FIDA en matière de supervision et d'appui à l'exécution; et les procédures d'évaluation environnementale et sociale du FIDA.

25. Pour ce qui concerne l'impact sur l'environnement, le projet cherchera à promouvoir des avantages à court, moyen et long terme, et les interventions ne devraient par conséquent avoir aucun effet négatif sur l'environnement. De par sa conception même, le projet contribuera à réduire la pression sur les ressources naturelles et aidera les hommes et les femmes à entreprendre des activités agricoles plus productives qui apporteront un appui aux moyens de subsistance. Le projet entend promouvoir une utilisation plus efficace des ressources naturelles et de l'énergie, et il renforcera ainsi la résilience des ménages ruraux face aux chocs et réduira leur vulnérabilité aux événements météorologiques extrêmes. Les interventions et les investissements du projet sont principalement axés sur l'amélioration d'un écosystème fragile et endommagé; il est donc proposé de classer le MRWRP en catégorie B.

B. Alignement et harmonisation

26. Les principaux partenaires internationaux, dans le cadre de ce projet, seront la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). La Banque mondiale possède déjà une grande expérience du développement des bassins versants dans la région de la mer Noire et en Anatolie, et elle prépare actuellement une étude analytique et d'assistance consultative, en liaison avec le MEF et la DGF, en vue de l'élaboration d'une stratégie de gestion des bassins versants. Cette étude constituera une importante contribution à l'exécution du MRWRP. Le FIDA et le PNUD sont des partenaires de longue date en Turquie, et cette coopération se poursuivra probablement dans le cadre de l'engagement du FIDA en faveur de l'efficacité du développement.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

27. Les éléments novateurs du projet tiennent à l'importance accordée à la participation des villageois aux processus de décision et d'exécution et aux efforts déployés pour créer, au sein des communautés des hautes terres, un fort sentiment d'appropriation visant à en assurer la durabilité. Bien que les entités gouvernementales concernées aient déjà fait la preuve de leur capacité en matière de stabilisation physique et de régénération des ressources naturelles dégradées, les éléments participatifs doivent être encore renforcés pour assurer un impact durable à long terme. Les approches participatives qui seront mises à l'essai dans le cadre du projet seront pertinentes pour des bassins versants de plus grande taille dans d'autres régions du pays et pourront être reproduites à plus grande échelle.

D. Participation à l'élaboration des politiques

28. Ce projet en étant à son point de départ, le FIDA, avec d'autres donateurs apportant un appui au gouvernement dans ses entreprises de gestion des ressources naturelles, cherchera à renforcer la concertation avec les entités concernées à propos de l'introduction de structures supplémentaires visant à inciter les habitants des villages forestiers à améliorer l'environnement. Cela pourrait inclure, à l'avenir, l'introduction de nouveaux systèmes d'allocation de terres du secteur public à la sphère privée.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

29. Un accord de financement entre la République turque et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
30. La République turque est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
31. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

VII. Recommandation

32. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République turque un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à dix-sept millions neuf cent cinquante-cinq mille cent soixante-deux droits de tirage spéciaux (17 955 162 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République turque un don d'un montant équivalant à deux cent quatre-vingt mille droits de tirage spéciaux (280 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

NEGOTIATED TEXT
05/11/2012
CF/ICR

IFAD LOAN NO. _____
IFAD GRANT NO. _____

FINANCING AGREEMENT

Murat River Watershed Rehabilitation Project
(MRWRP)

between the

REPUBLIC OF TURKEY

and the

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Signed in _____

on _____

FINANCING AGREEMENT

IFAD Loan Number: _____

IFAD Grant Number: _____

Project Title: Murat River Watershed Rehabilitation Project (the "Project")

The Republic of Turkey (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement, except as provided in paragraph B2. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (collectively referred to as "the Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the IFAD Loan is SDR 17 955 162.
B. The amount of the IFAD Grant is SDR 280 000.

2. The IFAD Loan is granted on ordinary terms with a maturity period of 18 years. As an exception to section 5.01(d) of the General Conditions, the applicable grace period shall be five years.

3. The Loan Service Payment Currency for the IFAD loan shall be the US dollar.

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

5. Payments of principal and service charge of the IFAD loan shall be payable on each 1 June and 1 December.

6. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project in an amount approximately equivalent to USD 1 601 600 in cash contribution and approximately USD 6 850 300 to cover taxes.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the General Directorate of Forestry (OGM) of the Borrower/Recipient.
2. The Project Completion Date shall be the seventh anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following is designated as an additional general condition precedent to withdrawal: A Central Operations Unit (OU) shall have been established, embedded in the Lead Project Agency, to coordinate Project implementation, and a Deputy Manager acceptable to the Fund shall have been recruited nationally on a competitive basis to head the OU.
2. This Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient.
3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Prime Ministry
The Undersecretariat of Treasury
General Directorate of Foreign Economic Relations
Inonu Bulvari NO 36
06510 Emek – Ankara
Turkey

Facsimile Number: +90 312 204 73 66; and +90 312 204 73 67

Copy (for correspondence regarding payment of principal and interest only) to:

General Directorate of Public Finance
Inonu Bulvari NO 36
06510 Emek – Ankara
Turkey

Facsimile Number: +90 312 204 73 66

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower/Recipient.

REPUBLIC OF TURKEY

[Authorized Representative]
Title

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The beneficiaries of the Project shall be poor women and men smallholders, living in upland villages in selected Micro-Catchments (MCs) within Elazığ, Bingöl and Muş provinces (the "Project Area").
2. *Goal.* The overall goal of the Project shall be to reduce poverty among the upland communities of the Murat river watershed.
3. *Objective.* The objective of the Project is to support Government's efforts to check further degradation of watersheds and to improve the natural resource base as a means to raise income and livelihood in upland villages. The Project will specifically focus on village dwellers' involvement in the decision-making and implementation processes relating to the rehabilitation of the existing natural resources while facilitating the creation of a strong sense of ownership among the upland communities and thereby ensuring sustainability of investments.
4. *Components.* The Project shall consist of three components: (i) *Natural Resources and Environmental Management* (consultations, empowerment and planning); (ii) *Investments in Natural Resources and Environmental Assets* (land, water and vegetation); and (iii) *Investments in Improved Livelihoods* empowering upland communities to maintain and benefit from the natural resources improvements.

4.1 Component 1: Natural Resources and Environmental Management. This Component shall seek to promote the establishment of environmentally conscious communities capable of planning and managing the use of natural resources. The Component will focus on assisting Government institutions' efforts to make planning and management more people-oriented, and to build ownership and sustainability into its programmes for investments in the upper watersheds of Eastern Turkey. The Project will support the generation, and implementation of viable and replicable micro-catchment plans under which the village communities' livelihood strategies are aligned with the sustainable use and improvement of public/shared natural resources. Contracted micro-catchment Planning Teams shall assist villagers to make informed decisions about committing themselves to work with the implementing agency to rehabilitate their degraded natural resources (in the short-term) and manage them sustainably (in the medium and long-term). The participatory planning will result in the preparation of village plans addressing both natural management and improved livelihood initiatives.

4.2 Component 2: Investments in Natural Resources and Environmental Assets. Under this Component investments will comprise: (a) soil conservation investments, including check dams; (b) rehabilitation of degraded forests; (c) rehabilitation and sustainable management of degraded grazing land/rangelands; and (d) livestock watering structures as laid out in the micro-catchment plans. This will result in reduced erosion, improved vegetative cover and a steady flow of water.

4.3 Component 3: Investments in Improved Livelihoods. The investments under this Component shall comprise a possible menu of: (i) improved grain production; (ii) forage crop production; (iii) improved livestock stables; (iv) orchard establishment; (v) improved vegetable production; (vi) small-scale irrigation; (vii) contracted seedling production; and (viii) promotion of energy saving technologies. Investments under the component shall take into consideration the agro-ecological and socio-economic conditions in each village. The investments in small-scale crop and livestock production shall be on a cost-sharing basis on private land and shall seek to reinforce and underpin the adoption of rehabilitation activities.

II. Implementation Arrangements

5. Project Steering Committee. A Project Steering Committee to provide overall oversight project implementation shall be established within the Ministry of Forestry and Water Affairs (MFWA), the implementing agency. The Committee shall be chaired by the Deputy Undersecretary for Forestry and membership shall comprise the Director General of the General Directorate of Forestry (OGM) and Director General of the General Directorate of Combating Desertification and Erosion Control (CEM) and the Department Heads of (i) Afforestation; (ii) Soil Conservation and Watershed; (iii) Forest-Village Relations Department; (iv) Strategy Planning; (v) Data Processing; (vi) Nursery and Seed Activities; and (vii) Watershed Planning and Land Rehabilitation (CEM), or such other membership as the Fund and the Borrower/Recipient may agree. A Deputy Project Manager, to be recruited externally, shall act as secretary to the Committee. The Committee shall provide overall policy guidance and oversight, approve the Annual Work Plans and Budgets and ensure that overall operations are within the legal and technical framework agreed between the Government and IFAD.

6. Central Operations Unit. A Central Operations Unit (OU) shall be established within the Lead Project Agency in Ankara to support implementation of the Project. The Unit shall comprise a Project Manager, a Central Focal Point, five technical staff members and contracted support staff. The Deputy General Director of the Lead Project Agency shall assume the position as Project Manager and the head of the Afforestation Department of the Lead Project Agency shall be the Central Focal Point. The OU staff members seconded by the Lead Project Agency shall be on part time basis. The Deputy Project Manager shall work closely with the OU. The OU's main functions shall be: (i) to provide broad based management support to the field operations in terms of planning, programming, budgeting, monitoring and documenting progress; (ii) to elevate experiences and lessons learned through the Steering Committee to the policy level; and (iii) to report to the Ministerial level and General Directorate level and IFAD.

7. Field Operation Unit A Field Operation Unit (FOU) shall be established at the Regional Directorate of Forestry (OBM) level in Elazığ, with seconded staff from OBM and support from the Deputy Project Manager who will be based at this level. The principal functions of the Unit shall be: (i) to provide management support to the implementation at the provincial level; (ii) to coordinate planning

and reporting between OBM and the Lead Project Agency in Ankara; and (iii) to handle day-to-day management and implementation of the Project. The Unit shall take the lead in the procurement of all civil works, goods and services, and technical assistance that relate to the field activities. The staff of the FOU shall include a senior forest engineer, a procurement officer, a monitoring and evaluation (M&E) officer, and a finance officer, all staff seconded from OBM on a part time basis.

8. **Provincial Level.** At the provincial level seconded forest engineers shall be appointed in Elazığ, Bingöl and Muş. Their tasks shall be to ensure coordination between their respective units and Deputy Project Manager in Elazığ. The Provincial level staff shall initiate screening of the potential micro-catchments in the three provinces. The final selection of micro catchments eligible for Project support shall be done jointly by the provincial units and (OBM) based on physical as well as socio-economic criteria. A Micro-Catchment Planning Team shall be contracted to work with the communities in the selected micro-catchments. The resulting micro-catchment plans shall stipulate the optimal programme of investments in the rehabilitation of natural resources (soil, vegetation, pastures and water resources), small-scale agriculture and energy saving. Once agreed, the micro-catchment plan will be carried out jointly by the provincial staff and the village communities.

9. The monitoring and evaluation function shall be integrated in the management system, and be guided by the Project's logical framework. The monitoring and evaluation activities will be carried out in coordination with the General Directorate of Combating Desertification and Erosion and the Lead Project Agency.

10. **Project Implementation Manual.** The Lead Project Agency shall prepare a draft Project Implementation Manual (PIM), which will be forwarded to the Fund for comments and no objection before being formally adopted.

11. **Mid-Term Review.** A Mid-term Review (MTR) shall be conducted at the end of Project Year three, to assess the progress, achievements, constraints and emerging impact and likely sustainability of the project and make recommendation and necessary adjustments for the remaining period of disbursement. The MTR shall be carried out jointly by the Lead Project Agency and IFAD.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of IFAD loan, and IFAD Grant Proceeds.* The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the IFAD Loan and the IFAD Grant and the allocation of the amounts of the IFAD Loan and the IFAD Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

| Category | IFAD loan Amount Allocated (expressed in SDR) | IFAD Grant Amount Allocated (expressed in SDR) | Percentage |
|--|--|---|---|
| 1. Civil Works | 10 194 162 | | 100% Net of Taxes, Beneficiary and Government Contribution |
| 2. Vehicles, Equipment and Goods | 4 261 000 | | 100% Net of Taxes, and Beneficiary Contribution |
| 3. Technical Assistance, Training, Studies and Workshops | 2 991 000 | 280 000 | 100% Net of Taxes, and Government Contribution |
| 4. Recurrent Costs | | | |
| (a) Salaries | 257 000 | | 100% Net of Government Contribution |
| (b) Other Operating Expenditures | 252 000 | | 100% Net of Taxes, and Government Contribution |
| TOTAL | 17 955 162 | 280 000 | |

Logical framework

| Results Hierarchy | | Verifiable Indicators | Means of Verification | Assumptions |
|---|---|---|---|---|
| Goal | | | | |
| Reduced poverty among the upland communities of the Murat river watershed. | | Number of village HHs living below the poverty line reduced (10%). | Official statistics, Baseline (MCP) and impact assessment studies. | Government maintains and pursues pro-poor policies. No extreme economic, seismic, or climatic shocks. |
| Development Objective | | | | |
| Improved livelihood and natural resources management in the upper catchment areas in the Murat watershed. | | <ul style="list-style-type: none"> ➢ 30% increase in vegetative cover in treated micro-catchments, three years after project completion (include tree survival rate). ➢ 80% of participating families have improved livelihood (nutrition, income, reduced workload). ➢ 10% reduction in government expenditures on rehabilitation of public works damaged due to floods and landslides. | GIS –based data collection including photos. Vegetation plot/afforestation data Social survey. Improved livelihood measured by nutritional diet, income and women workload. Provincial records. | Existing forestry and natural resource policies are improved & enforced. Infrequent staff turnover. |
| Components/Outcomes | | | | |
| 1. Natural resources and environmental management | | | | |
| 1.1 | Environmental awareness enhanced in MC communities. | 50% of villagers in targeted micro catchment areas have agreed to MC management plans. | OGM records. Baseline survey. | Awareness raising effective. |
| 1.2 | Modalities for participatory & sustainable natural resource management operational. | Consensus in planning and management decision-making is reached through participatory processes with equal gender representation and inclusion of vulnerable groups. | Impact assessment. Meeting attendance and minutes. | Existing village and OIM structures for decision making allows for the establishing effective modalities for NRM co-management. |
| 2 Investments in natural resources and environmental assets | | | | |
| 2.1 | Rehabilitation of soil and vegetation. | | | |
| 2.1.1. | Soil erosion reduced. | 10% reduction in sediment load from selected micro catchments. | Sediment traps. Erosion field plots. Vegetation field plots. OGM records. | Physical conditions (soil, rainfall) and management practices (fire wood collection, livestock rearing) adequate for soil and vegetation rehabilitation. |
| 2.1.2. | Vegetative/forest cover increased. | 20% reduction in erosion from treated areas. | | |
| 2.1.3. | Improvements in grazing/rangeland. | 30% increase in vegetation cover in rangelands. | | |
| 2.2. | Improved livestock productivity due to improved access to clean water. | 75% of livestock in rangeland benefit from water points (possible proxy: livestock mortality). | OGM/PPT records Social surveys | Improved water access translates into better livestock management. |
| 3 Investments in improved livelihood | | | | |
| 3.1. | Diversified and more efficient use of energy. | | | |
| 3.1.1. | Fuel wood consumption reduced. | 30% reduction in annual HH fuel wood use. | • | OGM/PPT records. |
| 3.1.2. | Energy saving technologies adopted. | 25% increase in number of HH using renewable technologies. | | |
| 3.2. | Improved agricultural productivity. | | | |
| 3.2.1. | Improved stables and livestock management. | 20% productivity increase per livestock head | HH and focus group interviews. PPT records. HH and focus group interviews. | Villagers demonstrate an interest and are willing to invest in new management practices Sufficient water availability. Possible to provide sufficient no. of villagers without irrigation access to irrigation. |
| 3.2.2. | Output from horticulture, orchards, forage and field crops increased. | 10% increase in rain fed crop production and yields/ha. 30% increase in overall value for irrigated crop. | | |
| 3.2.3. | Increased access to irrigation for horticulture/agriculture, forage and orchards). | 20 % increase of number of households with access to irrigation. | | |

Logical framework (cont'd)

| Outputs | | | | |
|---------|---|--|--|---|
| 1 | Natural Resources and Environmental Management | | | |
| | <p>NRM awareness raised in MC communities.</p> <p>25 MC plans produced with operational modalities for participation.</p> <p>Staff trained in NR and environmental management including: Multifunctional participatory planning; participatory monitoring & data management; poverty and gender sensitization</p> <p>Studies and workshops in: NR economics; carbon sequestration; energy efficiency and alternative energy sources</p> | <p>Percentage of villagers in MC area taking part in preparing MC plans.</p> <p>Selected elements in the MC plans are NRM oriented.</p> <p>Numbers of plans produced (pro-poor/gender sensitive/participatory).</p> <p>Number of TA contracts, workshops and training.</p> <p>OGM, OBM, OIM staff and PPT attendance and results.</p> | <p>Supervision reports.</p> <p>OGM records.</p> <p>Audits.</p> <p>OGM records.</p> <p>Post training test/evaluation charts.</p> | <p>Procurement systems in place and functioning.</p> <p>Sufficient Government counterpart funds available in a timely manner.</p> <p>No community segment excluded from participating.</p> <p>Beneficiaries accept terms of cost sharing.</p> |
| 2 | Investments in Natural Resources | | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> • Soil conservation works (9 000 ha). • Forest and rangeland rehabilitation and afforestation (22 160 ha). • Two public nurseries completed in Elaziğ and Muş. • Erosion measurement field trials installed (25). • Sediment measurement stations installed (25). | <ul style="list-style-type: none"> • Soil conservation investments effective. • Forests rehabilitated (% increase vegetation cover), afforestation (number of trees/survival rate). • Rangelands rehabilitated (ha. and % increase in vegetation cover): <ul style="list-style-type: none"> ◦ No. of livestock drinking facilities operational; and ◦ No. of shelters for communal use operational. • Public nursery that includes cold storage for seedlings developed (production increase). • Erosion field plots and gully erosion (stick measurement) operational and participatory. • Sediment measurement stations operational. | <ul style="list-style-type: none"> • Erosion/sediment measurement. • MFWR records/photo (time and GPS marked). • Audits. • Data collected for erosion/water run-off/sediment yield. | <ul style="list-style-type: none"> • OGM pursue best practices for NRM and erosion control • OGM and village collaboration in operation and data handling • OGM and village collaboration in operation and data handling |
| 3 | Investments in Improved Livelihood | | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> • Demonstrations and farmer training events (308). • Farmer exposure visits (292). • Improved wheat and barley production (1 381 ha). • Improved forage crops (1 230 ha). • Improved horticultural production (247 ha) including 180 ha of new orchards. • Water storage ponds built and connecting earth canals rehabilitated (250). • Drip irrigation installed (127 ha). • New contracted seedlings producers operational and selling (4). • New solar panels installed and in use (1 250 hh's). • Insulation (625hh's). • Energy saving stoves installed (1 250 hh's). • Improved stables (100). | <ul style="list-style-type: none"> • Demonstration and farmer training program conducted (number of participants). • Farmer exposure visits carried out (number of participants). • Sustained increase in grain yields (%). • Sustained increase in forage crop production (%). • Sustained increase in horticultural production (%). • Small scale irrigation developed: <ul style="list-style-type: none"> ◦ Water storage ponds functioning (increase in water collection); and ◦ Increase in water supply from rehabilitated earth canals (%). • Increase in crop yield and value from irrigated land (%). • Contracted seedling production introduced as a profitable business model. • Energy saving technologies (solar, insulation and stoves) have led to reduced fuel consumption. • Increases revenues from increased yield o meat and milk and savings from less disease. | <p>Supervision reports.</p> <p>OGM records.</p> <p>PPT records.</p> <p>Audits.</p> <p>Number of trees in orchards and survival rate (OGM records).</p> <p>PPT records.</p> <p>Number of seedlings produced/revenues. (Sale Record.)</p> <p>Fuel consumption (PPT record/survey).</p> <p>PPT records.</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Village communities interested in participating in training/exposure. • Sufficient land available and farmers interested in applying new technologies. • (Improved crop production, crop rotations and soil conservation measures.) • Interest to engage in seedling production. • Possible to produce seedlings at competitive prices sufficient demand for seedlings. • Improved efficiency translates into less use of fuel. • Existing stables have negative impact on livestock production and health. |